

**N° DP 25/408**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 - ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE TOULON OUEST (ADETO) - PROGRAMME : BIO A PORTEE - BIO APPORTES POURSUITE DU SERVICE DE LIVRAISON DE PANIERS DE FRUITS ET LEGUMES BIOS LOCAUX - 3 000 EUROS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

**VU** la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 3 avril 2025 pour l'attribution d'une subvention de 3 000 euros pour la poursuite du service de livraison de paniers de fruits et légumes bios et locaux à l'Association de Développement des Entreprises du Pôle d'activités de Toulon Ouest (ADETO) en 2025,

**CONSIDERANT** la demande de subvention à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de l'Association de Développement des Entreprises de Toulon-Ouest (ADETO) de 5 000 euros en 2025 dans le cadre du Programme « BIO À PORTÉE – BIO APPORTÉS », pour un budget prévisionnel de 13 978 euros,

**CONSIDERANT** que l'ADETO a pour vocation de fédérer les entreprises du Pôle d'activités Ouest autour d'actions communes et de solutions mutualisées afin de développer leurs activités sur les volets économique, social et environnemental,

**CONSIDERANT** que l'ADETO représente, sur plus de 800 hectares, un acteur économique important du territoire métropolitain avec 266 entreprises adhérentes, un potentiel de 1500 entreprises et 17 000 emplois sur les Communes de Six-Fours-les-plages, La Seyne-sur-Mer, Ollioules et dont le pôle d'activités est le plus important du Var,

**CONSIDERANT** que l'ADETO a pour objet la promotion, la défense des entreprises membres et la mise en place de services facilitant le quotidien des entreprises adhérentes sur la zone de Toulon-Ouest,

**CONSIDERANT** que l'Association assure un rôle d'interface entre les pouvoirs publics, les Collectivités et les entreprises,

**CONSIDERANT** que l'ADETO s'est engagée depuis 2017 dans des démarches de développement durable permettant à ses membres de bénéficier de ces actions dans le cadre de la stratégie RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), ainsi que des actions pour la réduction des déchets et l'économie circulaire,

**CONSIDERANT** que les objectifs du programme « BIO À PORTÉE – BIO APPORTÉS » sont de :

- Faciliter l'accès aux fruits et légumes bios et locaux pour les salariés du Pôle d'Activités
- Soutenir les agriculteurs locaux
- Encourager une alimentation saine et de saison au sein des entreprises
- Créer du lien entre le tissu agricole local et les entreprises du Pôle d'Activités,

**CONSIDERANT** que la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est engagée dans la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) reconnu en 2020 par le Ministère de l'Agriculture PAT émergent, puis de niveau 2 en 2024 PAT en actions,

**CONSIDERANT** que l'ADETO, avec ce programme de livraison de paniers de fruits et légumes bios et locaux « BIO À PORTÉE – BIO APPORTÉS », entre parfaitement dans les objectifs du PAT de soutenir les circuits-courts, l'approvisionnement de la population en produits locaux de qualité ainsi que la production locale en agriculture durable,

**CONSIDERANT** que ce programme qui répond aux objectifs de la feuille de route du PAT en matière de développement des circuits-courts, contribue également à soutenir la production locale en agriculture durable ainsi que la consommation de produits locaux de qualité, pour plus de résilience alimentaire du territoire,

**CONSIDERANT** que le projet initié en 2024 nécessite un fort investissement de l'ADETO en matière d'animation et de communication, notamment auprès des salariés des entreprises, pour maintenir les commandes, et associer de nouvelles entreprises au projet, l'objectif étant de pérenniser et de développer le projet, en associant de nouveaux agriculteurs,

**CONSIDERANT** la convention, ci-jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention ci-annexée avec l'Association de Développement des Entreprises de Toulon-Ouest (ADETO) en vue de l'attribution d'une subvention de 3 000 euros, soit 21,46 % maximum du budget total réalisé dans le cadre du programme « BIO À PORTÉE – BIO APPORTÉS », pour l'année 2025.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 : article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 22 AVR. 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





1000 1000



## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

### ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE TOULON OUEST

#### PROGRAMME : BIO \u00c0 PORT\u00c9E – BIO APPORT\u00c9S

#### ENTRE

**La M\u00e9tropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, sise 107 boulevard Henri Fabre \u00e0 **TOULON**, repr\u00e9sent\u00e9e par son Pr\u00e9sident **en exercice**, agissant en vertu de la d\u00e9cision DP N\u00b0 25 / ..... en date du ..... .. 2025,

Ci-apr\u00e8s d\u00e9sign\u00e9e « **La M\u00e9tropole** »,

#### ET

**L'Association DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE TOULON OUEST**, ayant son si\u00e8ge social \u00e0 SIX FOURS les PLAGES, 830 avenue de l'Europe, repr\u00e9sent\u00e9e par son Pr\u00e9sident **Michel CRESP**, d\u00fbment habilit\u00e9 par la d\u00e9lib\u00e9ration du Conseil d'Administration du 21 Avril 2016, ci-apr\u00e8s d\u00e9sign\u00e9e **l'ADETO**,

Ci-Apr\u00e8s d\u00e9sign\u00e9e « **L'Association** »

#### Il est pr\u00e9alablement expos\u00e9 ce qui suit :

L'Association de D\u00e9veloppement des Entreprises de Toulon-Ouest (ADETO) repr\u00e9sente un acteur \u00e9conomique important du territoire m\u00e9ropolitain, avec 266 entreprises adh\u00e9rentes, et un potentiel de 1 500 entreprises (17 000 emplois) sur le p\u00f4le d'activit\u00e9s. L'Association s'est engag\u00e9e dans des d\u00e9marches de d\u00e9veloppement durable depuis 2017, permettant aux membres de valoriser ces actions dans le cadre de leur strat\u00e9gie RSE.

Soutenue par la M\u00e9tropole pour son programme d'actions global, l'ADETO renouvelle sa demande de participation financi\u00e8re dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial (PAT).



Il s'agit d'accompagner le développement du programme « Bio à portée – Bio apporté », lancé en 2024 avec le soutien du PAT et permettant la livraison de fruits et légumes bios et locaux directement aux entreprises membres de l'ADETO.

Ce projet nécessite un fort investissement de l'ADETO en matière d'animation et de communication, notamment auprès des salariés des entreprises, pour maintenir les commandes et associer de nouvelles entreprises au programme. L'objectif est à la fois de pérenniser et de développer le projet, en associant de nouveaux agriculteurs.

Pour garantir sa pérennité il semble nécessaire de maintenir le soutien apporté à ce programme qui répond aux objectifs de la feuille de route du PAT en matière de développement des circuits-courts. Ce projet contribue également à soutenir la production locale en agriculture durable ainsi que la consommation de produits locaux de qualité, pour plus de résilience alimentaire du territoire.

L'Association de Développement des Entreprises de Toulon-Ouest (ADETO) qui souhaite poursuivre l'animation du programme « Bio à portée – Bio apporté » de livraison de paniers de fruits et légumes bios et locaux directement aux entreprises du pôle d'activités de Toulon-Ouest sollicite TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pour une subvention de 5 000 euros.

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre les actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet [www.metropoletpm.fr](http://www.metropoletpm.fr), rubrique « Communication » ( pied de page),

- Les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association ADETO à hauteur de 3 000 euros pour poursuivre l'animation du programme « Bio à portée – Bio apporté » sur le Territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 21,46 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La subvention de **3 000 euros** sera versée à **L'Association ADETO** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **2 100 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **900 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,

- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.



## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : ANNEXES**

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour <b>L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE TOULON OUEST</b></p> <p>Le Président <b>Michel CRESP</b></p>	<p>Pour la Métropole <b>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</b></p> <p>Le Président <b>Jean-Pierre GIRAN</b></p>
---	---

## ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

### CONTEXTE

L'Association, créée en 1996, a pour but de fédérer les entreprises du Pôle d'activités autour d'actions communes et de solutions mutualisées afin de faciliter le développement de leurs activités sur les volets économique, social et environnemental.

L'Association fonctionne par adhésion et s'adresse aux entreprises du pôle d'activités TOULON- OUEST, qui se situe sur les communes de La Seyne-sur-Mer, Ollioules et Six-Fours-les-Plages.

Aujourd'hui l'ADETO compte 266 adhérents.

L'ADETO propose différents services à ses adhérents, permettant de les fédérer, les informer, et les accompagner sur des projets de mutualisation. Ainsi l'ADETO développe une offre d'achats mutualisés, un Plan de Déplacement Inter-Entreprises, un programme d'actions RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), un projet d'Ecologie Industrielle Territoriale, et différentes animations et supports d'informations. L'Association fait également l'interface entre les entreprises et les collectivités.

Parmi ses actions sur le volet de la RSE, l'ADETO propose notamment un service mutualisé de collecte des déchets (59 entreprises participantes). L'Association a noué un partenariat avec l'entreprise RECYCLOP, qui collecte et valorise les mégots de cigarette dans un site situé à Rognac (13). Le partenariat permet de proposer des tarifs préférentiels aux entreprises adhérentes de l'ADETO (mutualisation de moyens).

Dans le cadre de son projet d'Ecologie Industrielle Territoriale, l'Association a également mis en place un projet pilote en installant 3 composteurs collectifs permettant à 3 restaurateurs et une boulangerie du pôle d'activité de valoriser leurs biodéchets. L'objectif est de proposer des solutions aux entreprises devant répondre à l'obligation de tri à la source des biodéchets, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dans le cadre de la loi AGECE de 2020.

En 2024, l'ADETO a lancé un nouveau projet de livraison de fruits et légumes bios en entreprises, intitulé « Bio à portée – Bio apporté ».

« Bio à portée, bio apporté » consiste à proposer la livraison de paniers de fruits et légumes bios et locaux aux entreprises du pôle d'activités de Toulon-Ouest.

Dans un contexte où le développement des circuits-courts apparaît comme une priorité pour relocaliser l'alimentation au cœur des territoires, l'ADETO propose de faciliter les liens entre les agriculteurs locaux et les entreprises du Pôle d'Activités, à travers la vente directe, sans intermédiaire, de paniers de fruits et légumes locaux aux salariés de ces entreprises.







Les objectifs du programme sont de :

- Faciliter l'accès aux fruits et légumes bios et locaux pour les salariés du Pôle d'Activités
- Soutenir les agriculteurs locaux
- Encourager une alimentation saine et de saison au sein des entreprises
- Créer du lien entre le tissu agricole local et les entreprises du Pôle d'Activités.

A ce jour, une agricultrice d'Ollioules, du Domaine de l'Enregado, participe au programme.

En 2024, on compte :

- près de 400 paniers livrés (une dizaine par semaine)
- 26 entreprises associées, dont notamment : Naval Group, Le Fumoir de Provence, SERCCA GROUP, Net Plus Provence, OPTIMUM CIT.

## DESCRIPTIFS DES ACTIONS de l'Association ADETO en 2025

En 2025 les objectifs sont de pérenniser le programme et de lui donner plus de visibilité :

- poursuivre le programme avec l'agricultrice en place
- associer de nouvelles entreprises au projet
- associer de nouveaux agriculteurs au projet
- Communiquer : réseaux, mailing, événements...

Rôle de l'ADETO :

- Promouvoir l'action auprès des entreprises adhérentes
- Être l'interface entre les agriculteurs et les entreprises du Pôle d'Activités
- Faciliter le contact et la logistique
- Communiquer régulièrement sur l'action dans les différents canaux de diffusion de l'association
- Assurer le suivi de l'action
- Établir des bilans réguliers.

## ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2025

### 1- Budget de l'action spécifique « Livraison de paniers de fruits et légumes en entreprises »

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Charges de personnel	13 978	Subventions d'exploitation	5 000
Animation Producteurs – 13j		TPM - PAT	5 000
Animation Consommateurs – 10j		Transferts de charges	8 978
Volet Communication – 10j			
Volet Promotion – 12j			
Volet Suivi – 8j			
Volet Synthèse – 5j			
Total : 58j, poste de CdM, 241€/j, total : 13 978€			
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>13 978</b>		<b>13 978</b>
Valorisation Bénévolat	1 500	Valorisation bénévolat	1 500

La subvention de 3 000 € représente 21,46 % du total des produits :  
(montant attribué/total des produits) x 100.

### 2- Budget global de l'Association sur l'exercice 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	2 500	Produits / Prestations	24 600
Prestations de service		Encarts publicitaires / partenariats	18 000
Achats non stockés	2 500	Espace de coworking / salle de réunion	6 600
Services extérieurs	24 000	Subventions d'exploitation	60 000
Locations mobilières et immobilières	19 500	TPM - DEVECO	60 000
Entretien – Réparations, Assurances	4 500		
Autres services extérieurs	41 700	Subventions sur projets	36 800
Rémunérations intermédiaires	7 700	Région – suite EIT	15 900
Animation – Manifestations	18 000	ADEME – suite EIT	15 900
Communication	7 500	Bio à portée – Bio apporté – TPM PAT	5 000
Déplacements Missions et réceptions	3 000		
Frais postaux, téléphone	5 000		
Services bancaires et financiers	500		
Impôts et taxes	800	Autres produits de gestion courante	60 000
Autres impôts et taxes	800	Adhésions	60 000
Charges de personnel	105 300	Produits financiers	0
Salaires et traitements	78 000		
Charges sociales	27 300		
Dotations aux amortissements	10 700	Reprises sur amortissements & provisions	3 600
<b>TOTAL dépenses</b>	<b>185 000</b>	<b>TOTAL recettes</b>	<b>185 000</b>
Valorisation Bénévolat	15 000	Valorisation bénévolat	15 000